

M. Fabius : continuer à construire ou rebrousser chemin

M. Laurent Fabius, premier intervenant, invite d'abord les socialistes à reconnaître « avec honnêteté [qu'ils ne sont] pas favoris » seize semaines avant les élections de mars 1986. Mais, ajoute-t-il, « les seuls combats qu'on ne peut remporter sont ceux qu'on renonce à livrer ». Pendant la campagne, le message qu'il lancera aux Français « en conservant le rôle et le ton qui doivent être ceux du chef du gouvernement » et avec son tempérament et ses mots propres, sera ; « Nous avons assaini le passé, nous sommes en train de construire pour les vingt années qui viennent. Avec nous, la nation avance, nous voulons faire gagner la France. »

Pour M. Fabius, les Français jugeront d'abord sur un bilan « reçu par l'opinion de façon contradictoire ». « D'un côté, dit-il, les Français approuvent séparément beaucoup des résultats obtenus (...), mais la somme de tout cela, c'est-à-dire la politique même de la gauche, elle, est majoritairement condamnée ». Pourtant, l'essentiel à ses yeux est que la France « a connu en cinq ans la plus importante évolution économique, sociale et culturelle depuis ces quarante dernières années ».

« Alors, demande-t-il, est-ce qu'on va sanctionner le courage ? » M. Fabius rappelle le bilan de la gauche dans tous les domaines et lance : « Arrière donc les amertumes ! Arrière les lassitudes, arrière les regrets ! »

Le chef du gouvernement critique alors l'opposition pour affirmer : « La droite de 1986, c'est surtout l'addition des trois D : démagogie, démolition et division. » Il ajoute : « Le libéralisme que prêchent leurs théoriciens est devenu sans bornage (...). » Combien de fois ai-je entendu cette phrase à propos des problèmes de la droite : « Ils disent qu'ils feront cela mais, finalement, vous verrez, ils n'oseront pas ». Eh bien moi, je ne suis pas d'accord (...) pour prendre ce mauvais risque ! (...) Non, la France de 1986 ne doit pas être celle du bon plaisir de licencier, du pouvoir absolu d'un seul dans l'entreprise, de la remise en cause des syndicats ou de la restriction des libertés au nom de la xénophobie ; ce n'est pas

avec une vision passéiste qu'on affrontera les chocs du futur. »

M. Fabius juge encore que l'identité des socialistes « n'est pas mystérieuse » et tient en trois valeurs ; les libertés, l'égalité des chances, la fraternité. Pour lui, ces trois valeurs sont « incarnées dans le projet international de la France ». Il affirme : « Nous avons besoin d'une Europe sociale, technologique et monétaire qui devra être aussi politique, pour le plus grand bien de la France » et lance : « Si je devais retenir une seule fierté de mon propre gouvernement, ce serait le refus net, obstiné, permanent et finalement contagieux au plan international de la ségrégation en Afrique du Sud. »

M. Fabius s'interroge ensuite sur ce que « le socialisme moderne » peut apporter à la France dans les quinze années qui viennent. Selon lui, cette période sera dominée par les problèmes du savoir, de l'emploi, du développement. C'est pourquoi la prochaine législature serait avec les socialistes « une législature de la formation et de la recherche scientifique », de « l'aménagement négocié du travail », du « soutien au désarmement et au développement », soit à long terme un projet ainsi défini : « meilleur partage du savoir, du temps, des richesses ». « Je suis convaincu, ajoute-t-il, que si nous (...) tournons le dos [à ces trois partages] nous assassinons notre futur. »

Le premier ministre souligne que le PS doit « se fixer pour objectif d'être l'une des grandes forces d'alternance, autour de qui s'organisera la vie politique française. » Il ajoute : « Le courage que vous avez montré à affronter le réel, vous pouvez largement en être fiers ! Ne le portez pas comme une blessure, mais comme un acquis qui vous rend forts pour les combats d'aujourd'hui ! La gauche n'est pas une parenthèse. La gauche n'est pas une exception. La gauche n'est pas une expérience. Il nous faut continuer, non pour durer, mais pour construire et pour gagner. »

Il affirme que le PS doit être le parti de l'« ouverture » et que la question posée en mars 1986 sera : « Les Français veulent-ils continuer à construire ou veulent-ils rebrousser chemin ? » Il souhaite, lui, que le pays ait « une France d'avance ».